

Décision n° D2022 3565 du 04/07/2022

**Objet : Convention de stage de GONEL Océa pour l'année 2021/2022**

**Le Président de l'Etablissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre,**

**Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;**

**Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;**

**Vu le décret n° 2015-1665 du 11 décembre 2015 relatif à la Métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Vitry-sur-Seine ;**

**Vu la délibération n°2020-07-15-1863 du Conseil territorial du 15 juillet 2020 relative à l'élection du Président de l'Etablissement public territorial ;**

**Vu la délibération n°2020-12-15-2111 du Conseil territorial du 15 décembre 2020 portant délégation de pouvoir du conseil territorial au Président, aux Vice-présidents et aux Conseillers délégués ;**

**Vu l'arrêté de délégation de signature de Joachim LEROUX, directeur du Conservatoire à Rayonnement Intercommunal du Kremlin-Bicêtre ;**

**Vu le projet de convention de stage,**

**Considérant la nécessité pour les étudiants du cycle préparatoire à l'enseignement supérieur de bénéficier d'une ouverture au monde professionnel du spectacle vivant,**

**DECIDE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** de signer la convention de stage de GONEL Océa du 3 octobre au 19 octobre et du 24 octobre au 9 novembre, au sein du Théâtre Royal du Parc, à Bruxelles, à titre bénévole.

**Article 2 :** Précise que les dépenses ou recettes correspondantes sont inscrites au budget de l'Etablissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre ;

**Article 3 :** Madame la Directrice générale des services de l'EPT est chargée de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera faite à :

- Madame la préfète du Val de Marne
- Madame la Trésorière d'Ivry-sur-Seine



Au Kremlin-Bicêtre, le 4 juillet 2022

Pour le Président, par délégation  
Le directeur du Conservatoire à  
Rayonnement Intercommunal du  
Kremlin Bicêtre

Joachim LEROUX

Le Président

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte ;
- informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification

Envoyé en préfecture le : 13/07/2022  
Affiché / Publié le : 13/07/2022